



Avec tous les secteurs en lutte : les étudiants, les retraités, les cheminots, Air France, les éboueurs, les EPHAD, la justice, Carrefour,...

MOBILISONS NOUS A POLE EMPLOI LE 19 AVRIL
Rendez-vous 13H30 à l'angle de la rue Montparnasse et du boulevard Montparnasse

Le gouvernement Macron n'épargne personne. **Les garanties collectives dans tous les secteurs sont attaquées : les statuts, le code du travail, la protection sociale.** Les conditions de travail se dégradent partout. Les salaires baissent alors que les entreprises n'ont jamais réalisées autant de profit (**plus de 90 milliards pour les entreprises du CAC40 en 2017**).

Face à cela, les mobilisations se développent. Que ce soit sur la défense du service public, le droit du travail, les salaires, ... de nombreux secteurs se passent à l'action.

Le gouvernement utilise tous les moyens pour faire taire la mobilisation, y compris la **répression**. Devant la détermination des militants à Notre Dame des Landes, dans les facs, l'Etat a fait le choix de la matraque. Par ailleurs, les procédures contre les militants syndicaux se multiplient, Mme Pénicaud allant même jusqu'à autoriser le licenciement (pourtant rejeté par l'inspection du travail et la DIRECCTE) d'un militant syndical de La Poste.

POLE EMPLOI N'EST PAS EPARGNÉ !

Il est prévu, pour 2019 – 2022, **une perte de 4 milliards d'euros** pour le ministère du travail. De plus, la loi de finances de la sécurité sociale votée en décembre 2017 implique **la suppression des cotisations salariales Assurance chômage au 1^{er} octobre 2018 et la diminution des cotisations patronales Assurance chômage au 1^{er} janvier 2019.** Or l'UNEDIC est entièrement financée par les cotisations, la réforme de l'Assurance Chômage n'est qu'une mise à mort du système assurantiel et aura forcément un impact pour les chômeurs et les agents.

L'avenir de pôle emploi est remis en cause. Nous subissons en 2018 une baisse de 50 millions d'euros (sur les 1,5 milliards d'euros d'économie sur le ministère du travail) entraînant la **suppression de 297 postes CDI, dont 64,8 en Ile de France. 55,4 de ces suppressions sont prévus sur les agences.**

En parallèle, le gouvernement et la direction générale fait le choix de multiplier par 3 les équipes de contrôle de la recherche d'emploi !

Nos statuts, nos missions et nos emplois sont en danger !

La situation des agents de Pôle emploi, privés et publics, n'est pas différente de celle des cheminots, des fonctionnaires... Nos revendications sont les mêmes !

Le gouvernement tente de nous faire croire que chaque travailleur est un privilégié comparé à un autre. C'est la division qui est recherchée ! Ne soyons pas dupes et exigeons le meilleur pour tous !

Macron se dit déterminé. Montrons que nous le sommes plus que lui !

- ◆ Augmentation générale des salaires, dégel de la valeur du point d'indice dans la fonction publique. Rattrapage des pertes subies pour tous
- ◆ L'arrêt des suppressions de postes et recrutements en CDI
- ◆ L'embauche en CDI de tous les CDD et contrats précaires et arrêt des recrutements CDD
- ◆ La prise en charge du jour de carence pour les agents publics comme Pôle Emploi le fait pour les agents privés
- ◆ Suppression de tous les moyens de contrôle sur les agents : ORS, ESA, pilotage par les résultats, ...
- ◆ La défense du service rendu à l'utilisateur

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIF LE 19 AVRIL
Rendez-vous 13h30 à l'angle de la rue Montparnasse et du Boulevard Montparnasse